

Discussion de l'article d'Alain Bihr :

[D'une crise de valorisation à une crise de réalisation](#)

Marcel Roelandts, le 11 mars 2011

J'ai lu avec un grand intérêt votre article intitulé « *D'une crise de valorisation à une crise de réalisation* » car il parvient à exposer clairement une dimension importante de l'analyse des crises chez Marx qui, malheureusement, est sous-estimée et même souvent très violemment récusée.

Votre critique des visions réductrices des écrits de Marx chez certains auteurs marxistes renvoie au fait indéniable qu'il n'a pu achever son œuvre. En effet, un relevé méthodique des passages traitant de la compréhension des crises chez Marx abouti au minimum à une dizaine d'explications différentes : disproportion sectorielle, alourdissement en capital constant, conditions antagoniques de répartition du produit social, séparation entre l'acte d'achat et de vente, etc. Il est donc déraisonnable de réduire cette richesse d'analyse en ne retenant qu'une seule explication parmi toutes celles que Marx a évoquées et encore moins raisonnable de vouloir faire de ce choix réducteur l'alpha et l'oméga d'une soi-disant théorie marxiste unique des crises.

Cependant, force est de reconnaître, comme vous le faites aussi, que, parmi toutes les explications différentes avancées par Marx, il y en a deux qui reviennent de façon récurrente : (1) les « *conditions de répartition antagoniques* » du produit social entre les profits et les salaires, autrement dit la hausse du taux de plus-value, ou, ce qui revient au même, la baisse de la part salariale, et (2) l'alourdissement en capital constant menant à la hausse de la composition organique et entraînant le taux de profit à la baisse. Je vous rejoins entièrement sur cet aspect théorique de la question.

Mais je vous rejoins également dans sa traduction empirique. En effet, je pense aussi que les années septante ont surtout été caractérisées par une crise de rentabilité du capital dans le cadre d'une demande finale encore soutenue par les mesures keynésiennes et les mécanismes d'indexation des salaires réels, alors que le tournant néolibéral qui s'installe entre 1979-83 et qui perdure jusqu'à aujourd'hui se traduit par une « *crise de réalisation* » consécutive à la diminution progressive de la part salariale. C'est ce qui explique le profil à la baisse du taux de profit de 1967 à 1982 (crise de rentabilité du capital) et à la hausse ensuite (mais couplé d'une crise de réalisation consécutivement à cette hausse).

J'étais aussi arrivé à ces mêmes conclusions théoriques et empiriques dans mon ouvrage : http://www.collectif-smolny.org/article.php?id_article=1281 et mes quelques articles antérieurs : <http://www.capitalisme-et-crise.info/fr/>. Aucune divergence sur le fond donc, mais quelques nuances d'appréciation importantes néanmoins que la suite de cette contribution critique se propose de traiter.

Sur le statut de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit (bttp)

Compte-tenu de ces accords fondamentaux, je partage évidemment l'idée de fond qui est sous-jacente à ce passage de votre article concernant la loi de la baisse tendancielle du taux de profit : « *...c'est la nature de cette loi qui est en cause, selon que l'on veut y voir l'ultima ratio de l'analyse marxiste ou que l'on considère, au contraire, qu'elle n'est que l'une des expressions parmi d'autres de la contradiction fondamentale de la production capitaliste... [...] L'analyse précédente de la contradiction fondamentale de la production capitaliste conduit à faire de l'évolution du partage de la « valeur ajoutée » entre salaires et plus-value une variable explication des crises capitalistes du même ordre que l'évolution du taux de profit* ». Cependant, je trouve que votre formulation n'est pas heureuse en ce qu'elle introduit des ambiguïtés importantes. De quoi s'agit-il ?

Le taux de profit rapporte le taux de plus-value à la composition organique du capital : $(p/v) / (c/v + 1)$, autrement dit, au numérateur, il restitue les conditions antagoniques de répartition du produit social (le partage entre les profits et les salaires mesuré par la part salariale dans votre article) et, au dénominateur, il exprime le phénomène d'alourdissement en capital constant via l'accroissement de la composition organique. La formule du taux de profit est donc déjà, en soi, une synthèse des deux contradictions que vous voulez mettre en évidence : les problèmes de *valorisation* et les problèmes de *réalisation*. Marx était bien conscient de ce caractère intégrateur du taux de profit puisqu'il introduit cette loi, non pas dans le volume I du capital (la production), ni dans le volume II (la circulation), mais dans le volume III (le processus d'ensemble du capital), c'est-à-dire dans la partie qui traite synthétiquement des problèmes de *valorisation* ET de *réalisation* (cf. mon ouvrage et mes articles antérieurs sur internet pour de plus amples considérations).

En fait, dans tout votre article, vous induisez deux imprécisions : (1) une séparation malheureuse entre la loi de la baisse tendancielle du taux de profit qui exprimerait uniquement les difficultés de *valorisation* du capital et la tendance à la hausse du taux de plus-value (ou baisse de la part salariale) qui exprimerait les problèmes de *réalisation*, mais également (2) l'idée induite qui en découle, à savoir que les crises de surproduction relèveraient essentiellement de la baisse de la part salariale. En réalité, (1) la formule du taux de profit intègre déjà les deux dimensions des crises (valorisation ET réalisation), et (2) ces deux dimensions mènent tout autant à des crises de surproduction (même si par un cheminement différent).

En effet, il serait erroné de laisser entendre que seule la baisse de la part salariale engendrerait des crises de surproduction (de réalisation). Certes, le taux de profit est une mesure synthétique de la rentabilité finale du capital total investi, mais sa chute induit également une restriction de la demande, donc des phénomènes de surproduction (crise de réalisation). Par contre, ce qui est vrai, c'est que si la baisse de la part salariale ET l'alourdissement en capital constant engendrent des phénomènes de surproduction (crises de réalisation), ces derniers se développent via des chemins différents. En effet, la baisse de la part salariale induit très directement des phénomènes de surproduction dans le secteur II des biens de consommation, et, par la suite, induit une baisse des investissements consécutive à la réduction de la demande, donc également des phénomènes de surproduction dans le secteur I des biens de production. Quand à l'alourdissement en capital constant, il touche cette fois d'abord et plus directement le secteur I, mais il se diffuse ensuite au secteur II via le ralentissement économique et le développement du chômage. Le chemin est différent mais le résultat est très semblable (crise de surproduction/réalisation).

A mon sens, combattre correctement les théories réductrices des crises passe par un rétablissement de la nature intégratrice de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit et non pas en limitant cette dernière à sa seule dimension de problèmes de *valorisation* du capital, pour lui accoler ensuite un mécanisme « *du même ordre que l'évolution du taux de profit* », à savoir la baisse de la part salariale. Cette baisse de la part salariale ne se situe pas à côté et n'est pas « *du même ordre* » que le taux de profit car elle est déjà incluse dans ce dernier via la tendance à la hausse du taux de plus value.

En conclusion, je suis d'accord avec vous lorsque vous critiquez le dogmatisme de certains défenseurs d'une vision réductrice de la théorie des crises de Marx par la seule baisse du taux de profit, mais uniquement parce qu'ils réduisent cette loi à sa seule dimension d'alourdissement en capital constant et en oublie les implications induites par les variations de son numérateur : le taux de plus-value.

Bref, je vous rejoins vivement lorsque vous défendez les deux dimensions des contradictions du capitalisme chez Marx (valorisation et réalisation), mais pas lorsque vous les séparez en identifiant les problèmes de valorisation à la loi de la baisse du taux de profit et les problèmes de réalisation/surproduction à la baisse salariale. Ces deux mécanismes sont déjà contenus

dans la formule du taux de profit. En fait, le vrai clivage se situe entre ceux qui développent une vision réductrice de la loi de la bttp, c'est-à-dire ceux qui se focalisent sur son seul dénominateur (l'alourdissement en capital constant se traduisant par l'augmentation de la composition organique) et ceux qui ont une vision intégrée du taux de profit, c'est-à-dire ceux qui tiennent également compte du numérateur (du taux d'exploitation, donc de la part salariale).

Orthodoxie et crispations dogmatiques

Votre réponse à ceux qui se confinent à l'explication des crises par la seule suraccumulation est tout à fait salutaire. En croyant défendre la lettre de l'œuvre de Marx, le dogmatique en trahit bien souvent l'esprit. Il se pense investit d'une défense de l'orthodoxie et ne peut souffrir d'utiliser une formulation un tant soi peu différente des écrits de Marx. Comme vous, je n'ai que faire de cette attitude de gardien du temple, d'exégète des textes sacrés, attitude qu'il est bon de combattre. Cependant, afin d'éviter d'inutiles querelles et lorsqu'un écart à l'orthodoxie ne se justifie pas réellement, je préfère en rester au plus près de Marx :

1) En défendant la vision intégratrice du taux de profit comme j'ai essayé de l'expliquer ci-dessus et non pas en séparant ses deux dimensions pour les placer ensuite côte à côte sur deux plans « *du même ordre* » : [valorisation - bttp] à côté de la [réalisation - baisse de la part salariale].

2) Je préfère également faire référence à l'expression utilisée par Marx de « *condition de répartition antagoniques* » du produit social lorsque j'évoque la baisse de la part salariale car cette expression fait directement référence à la répartition entre les profits et les salaires, donc au taux de plus value, donc à la lutte de classe qui détermine largement cette répartition [Marx utilise cette expression à plusieurs reprises dans son œuvre, notamment dans un passage qui est très souvent cité où il dit que la capacité de consommation de la société « *...n'est déterminée ni par la force productive absolue ni par le pouvoir de consommation absolu ; il l'est par le pouvoir de consommation, qui a pour base des conditions de répartition antagoniques qui réduisent la consommation de la grande masse de la société à un minimum variable dans des limites plus ou moins étroites* »¹]. En effet, évoquer la « *baisse de la part salariale* » comme étant une des origines des crises de surproduction fait malheureusement hérisser les poils de certains au point qu'ils embouchent immédiatement les trompettes de l'anti-réformisme parce qu'ils supposent implicitement que cela impliquerait d'être un adepte de la relance par des hausses de salaires !

3) Je préfère également faire référence à l'insuffisance de la demande finale consécutive à la *hausse du taux de plus value* plutôt qu'utiliser votre expression « *excès de plus-value* » qui, non seulement hérisse ceux qui ne retrouvent pas cette formulation chez Marx, mais qui peut aussi embrouiller ceux qui peinent déjà à comprendre que l'alourdissement en capital constant entraîne une *insuffisance de profit* par rapport au capital total investi et donc une chute du taux de profit. En effet, en cette matière quelque peu ardue qu'est l'économie, il est bien difficile pour certains de comprendre que la mécanique du capitalisme aboutit à la fois à une *insuffisance de plus value* par rapport au capital total investi et en même temps à un *excès de plus-value* suite aux conditions antagoniques de répartition du produit social entre les salaires et les profits (au numérateur du taux de profit). Autrement dit, à la question qui vous a été posée : « *Bihr défend-il l'insuffisance ou l'excès de plus-value ?* », votre réponse « *les deux mon capitaine !* » est théoriquement juste mais pas très pédagogique à comprendre.

4) Enfin, dans votre article, vous attribuez à l'école de la régulation tous les mérites de la compréhension des *Trente glorieuses*. Or, mes travaux ont montré que cette compréhension était déjà clairement atteinte dès la fin des années 1950 par le groupe marxiste *Socialisme ou*

¹ La Pléiade, tome II, livre III du Capital : 1026.

Barbarie et, indépendamment, par Paul Mattick en 1967 ... explication qui était déjà contenue dans l'œuvre de Marx lorsqu'il explique qu'une crise de surproduction advient lorsque les salaires réels n'augmentent pas au même rythme que les gains de productivité : « *une surproduction qui provient justement du fait que la masse du peuple ne peut jamais consommer davantage que la quantité moyenne des biens de première nécessité, que sa consommation n'augmente donc pas au rythme de l'augmentation de la productivité du travail* »². J'ai reproduit les extraits significatifs de ces deux références dans mon ouvrage. Pour la petite histoire, je suppose très clairement qu'Aglietta et son école se sont directement inspirés des écrits du groupe *Socialisme ou Barbarie* sans citer leurs sources. Autrement dit, faire remonter à une filiation marxiste (en critiquant au passage l'inspiration non reconnue des régulationnistes) les mécanismes d'indexation des salaires sur la productivité, la tri-répartition de ces gains de productivité à part plus ou moins égales entre les trois acteurs de l'économie (entrepreneurs-profits, ménages-salaires, État-impôts), etc., vous permet de désamorcer les accusations illégitimes faisant de vous un affreux keynésien régulationniste parce que vous évoquez ces mesures qui ont été établies après la seconde guerre mondiale et qui ont été à la base de la prospérité des *Trente glorieuses*.

En vous conformant ainsi au vocable de Marx, vous vous éviterez (peut-être) quelque peu les attaques ad-hominem vous condamnant comme keynésien parce que vous avez osé prétendre (pourtant comme Marx) que des crises de surproduction peuvent survenir à la suite d'une diminution de la part salariale ! En effet, Marx n'avait aucun problème à soutenir en même temps que des crises de surproduction pouvaient survenir suite aux « *condition de répartition antagoniques* » du produit social, donc au rapport entre profit et salaires, donc suite à une diminution de la part salariale et, en même temps, dire qu'une augmentation des salaires ne résoudra fondamentalement pas la crise. Autrement dit, Marx pouvait à la fois dire que : « *La raison ultime de toutes les crises réelles, c'est toujours la pauvreté et la consommation restreinte des masses, face à la tendance de l'économie capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que le pouvoir de consommation absolu de la société* »³ et en même temps dire que « *...on prétend que la classe ouvrière reçoit une trop faible part de son propre produit et que l'on pourrait remédier à ce mal en lui accordant une plus grande part de ce produit, donc des salaires plus élevés. Mais il suffit de rappeler que les crises sont chaque fois préparées précisément par une période de hausse générale des salaires, où la classe ouvrière obtient effectivement une plus grande part de la fraction du produit annuel qui est destiné à la consommation* »⁴. Il n'y a aucune contradiction entre ces deux propositions contrairement à tous ceux qui hurlent au révisionnisme dès que l'on s'appuie sur la première des deux citations. A ce compte-là, Marx était le plus grand des révisionnistes et j'admire votre capacité à débusquer les multiples passages où il explique très clairement les mécanismes de surproduction suite à un déséquilibre dans la répartition entre les profits et les salaires au détriment de ces derniers. C'est un point très fort de votre article. Oui, Marx défend très clairement et abondamment l'idée de crises de surproduction suite à la diminution de la part salariale. C'est une des idées essentielles de votre article et là-dessus nous sommes bien évidemment totalement d'accord, c'est le principal.

Le statut de la loi de la btpp et la dynamique du capitalisme sur le long terme

Nous savons qu'à long terme les contradictions du capitalisme aboutissent à une crise de « *la forme valeur* » (Marx) en ce sens que la part du travail mort supplante progressivement le travail vivant, or, seul le travail vivant est créateur de valeur. Aujourd'hui, le capitalisme commence à être concrètement confronté à certaines facettes de cette crise de la « *forme valeur* » via les problèmes posés par certains produits de la 'nouvelle économie' (quasi gratuité de ceux-ci). Ceci dit, cette tendance n'agit qu'à très long terme comme aboutissement de tout l'arc du développement capitaliste. Qu'est-ce à dire ? Que, jusqu'à

² Éditions Sociales, tome II des *Théories sur la plus value* : 559-560.

³ La Pléiade, tome II, livre III du *Capital* : 1206.

⁴ La Pléiade, tome II, livre II du *Capital* : 781.

aujourd'hui, toutes les reconstitutions des variables et rapports marxistes sur le très long terme (souvent plus d'un siècle) nous montrent qu'ils fluctuent, tantôt à la hausse, tantôt à la baisse, mais sans dégager de tendance globale dans un sens ou dans un autre. En d'autres mots, les gains de productivité du travail ont toujours pu mettre assez d'huile dans les rouages équationnels du capital que pour faire fluctuer ses différents rapports sans dégager de tendance nette et inéluctable à long terme. En effet, je n'ai encore jamais vu de graphique montrant un déclin séculaire ou pluriséculaire du taux de profit ou une hausse correspondante pour le taux de plus-value. Ce qui est inéluctable, par contre, c'est qu'à court et moyen terme les tendances contradictoires du capitalisme ramènent toujours le taux de profit vers le bas après une période de redressement et ainsi de suite. Il en va de même concernant la hausse du taux d'exploitation : l'on ne constate aucune tendance à la hausse à long terme mais une simple fluctuation à la hausse et à la baisse dans des cycles de court et moyen terme.

Autrement dit, je ne m'accorde pas avec vos affirmations pleines de certitudes selon lesquelles : « *Le taux de profit tend nécessairement à baisser* » et « *Toute baisse continue et prolongée de ce taux conduit à terme à un ralentissement et finalement un blocage de l'accumulation du capital* ». Tout dépend de l'échelle de temps que vous ne précisez malheureusement jamais : OUI à court (cycle décennaux) et moyen terme (+/- 30 ans), NON à long terme (tendance séculaire) ... et sans doute OUI à très long terme (pluriséculaire) ... mais cette tendance de très long terme ne se constate pas encore empiriquement, à moins que vous ayez d'autres informations allant dans ce sens !

Le statut de la btp et les phases de reprises économiques

Découlant du point précédent, je ne peux donc pas vous suivre non plus lorsque vous affirmez sans nuance que : « *Mais si ces contre-tendances [à la btp] peuvent freiner les tendances précédentes, en ralentir et en différer les effets, elles ne peuvent les bloquer et encore moins les inverser* ». Ceci est théoriquement contredit par Marx et empiriquement réfuté par la dynamique des cycles économiques de court terme que Marx appelait les cycles décennaux. En effet, dans ces cycles courts, Marx a très bien décrits les mécanismes qui, **automatiquement**, tendent à déprimer puis impulser à nouveau l'activité économique. Cette description théorique faite par Marx est d'ailleurs empiriquement attestée par la trentaine de cycles que le capitalisme a connu depuis ces deux derniers siècles : chaque récession économique est bel et bien précédée d'une chute du taux de profit et chaque reprise d'une hausse de celui-ci. Ce mouvement cyclique est contenu dans les mécanismes même de la crise et de la reprise. Lors de chacune des crises cycliques rencontrées par le capitalisme, faillites et dépréciations de capitaux recréent les conditions d'une reprise qui élargit la production, les marchés, et le potentiel productif : « *Les crises ne sont jamais que des solutions momentanées et violentes qui rétablissent pour un moment l'équilibre troublé [...] La stagnation survenue dans la production aurait préparé - dans les limites capitalistes - une expansion subséquente de la production. Ainsi le cycle aurait été, une fois de plus, parcouru. Une partie du capital déprécié par la stagnation retrouverait son ancienne valeur. Au demeurant, le même cercle vicieux serait à nouveau parcouru, dans des conditions de production amplifiées, avec un marché élargi, et avec un potentiel productif accru* »⁵. Le mécanisme interne de la crise crée donc, par lui-même, les conditions permettant d'engendrer un « *marché élargi* », un « *potentiel productif accru* » et une « *production amplifiée* » car, comme l'explique Marx : « *A mesure que l'accumulation diminue, disparaît aussi la cause de sa diminution, à savoir, la disproportion entre capital et force de travail exploitable. Le mécanisme du procès de production capitaliste élimine donc de lui-même les obstacles qu'il se crée spontanément* »⁶. En effet, pressée d'annoncer la fin du capitalisme, une certaine littérature critique oublie un peu vite que l'ouvrage majeur de Marx ne se

⁵ LP II K3 : 1031 & 1037.

⁶ *Le Capital*, Livre I, 4^{ème} édition allemande, ES 1983 : 694.

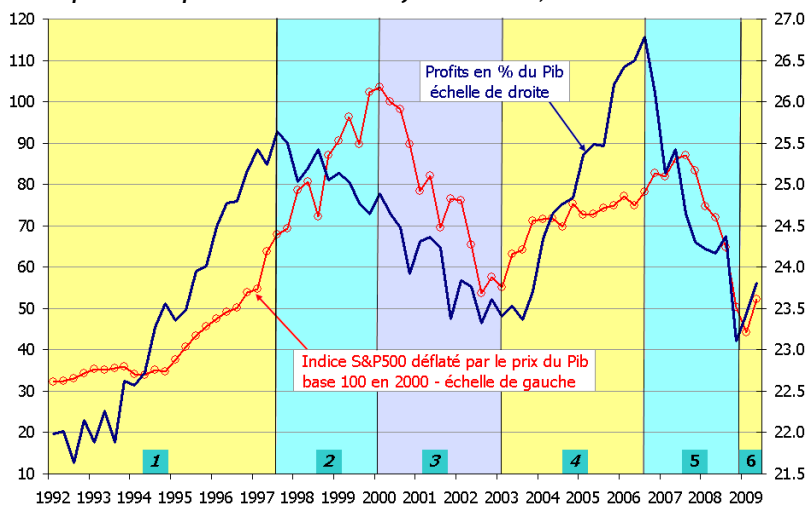
penche pas seulement sur les *contradictions* du capitalisme, mais qu'il en décrit également les mécanismes *régulateurs*, les conditions de son fonctionnement.

Il en va évidemment différemment pour les cycles à moyen terme comme ceux entre 1945-68, 1968-82, 1982-1997 par exemple. Là existe des mécanismes qui ramènent automatiquement le taux de profit à la baisse alors qu'il faut certaines impulsions exogènes pour le redresser (comme la configuration du rapport de force entre les classes au lendemain de la seconde guerre mondiale ou le tournant néolibéral au début des années 1980). Les travaux de Trotski et Mandel à ce sujet sont éclairants.

La btpp et la finance dans un contexte de crise de réalisation

Si je partage votre analyse selon laquelle le contexte macro-économique à partir du tournant néolibéral baigne dans une insuffisance de demande finale induite par la compression de la part salariale, je trouve que vous glissez quelque peu dans un unilatéralisme inverse à ceux qui sont dans votre collimateur en ramenant tout à ce facteur : « *Dans ces conditions, la répétition de plus en plus fréquente et à une échelle croissante des crises financières était évidemment inévitable. Car ces crises successives ont toutes été le résultat du surinvestissement massif d'un capital-argent potentiel qui, faute de pouvoir s'investir dans « l'économie réelle » (par insuffisance des débouchés) a tenté sa chance, sous forme de capital fictif, dans les paradis artificiels de l'économie financière* ». En effet, dans ce contexte global d'insuffisance de demande finale que vous décrivez, la mécanique cyclique du taux de profit continue à être déterminante pour expliquer les récessions comme le montre très bien ce graphique de Michel Husson :

Bourse et profits, États-Unis (1992-2009) : Michel Husson, *La baisse de la rentabilité des entreprises a précédé la crise financière, 2009.*



Non seulement la mécanique du taux de profit continue à expliquer le cycle des récessions mais les normes d'hyper-rentabilité de la finance (les fameux 15 de retour sur investissement) sont aussi à l'origine de l'étiage dans les investissements. Bref, tout ne se ramène pas à l'insuffisance de demande finale résultant de la compression de la part salariale. Ne troquons une théorie réductrice par une autre, gardons et reconnaissons la complexité du réel.

Ceci dit, avant de prendre congé, je tiens quand même à réaffirmer mon accord global avec votre analyse et la très grande qualité de votre contribution. Mes remarques ne se veulent que des précisions dans un cadre analytique globalement partagé.

Marcel Roelandts, le 11 mars 2011